

CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE & DU GRAND EST

7 Rue de la Brigade Alsace-Lorraine
B.P. 6

67064 STRASBOURG Cedex

Registre des Associations
Vol. XXXI n° 71 STRASBOURG

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice 2024

CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE & DU GRAND EST

**7 Rue de la Brigade Alsace-Lorraine
B.P. 6**

67064 STRASBOURG Cedex

Registre des Associations
Vol. XXXI N° 71 STRASBOURG

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Sur les Comptes Annuels

Exercice 2024

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR COMPTES ANNUELS**

Exercice 2024

Mesdames, Messieurs les Adhérents,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale de votre Association, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE & DU GRAND EST, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre Association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. Justification des Appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'annexe des comptes annuels précise les modalités d'évaluation des immobilisations corporelles et des dettes financières ; nous avons procédé à l'appréciation de la méthodologie retenue par votre association et avons vérifié par sondages, sa correcte application.

Nous avons également vérifié le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe des comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels 2024.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes, la direction de votre association, nous a indiqué qu'ils feront, le cas échéant, l'objet d'une communication à l'assemblée des adhérents appelée à statuer sur les comptes.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ASSOCIATION, RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement de ces comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association la Chambre de Consommation d'Alsace & du Grand Est à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider cette société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels de l'exercice 2024 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de votre Association.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur ces comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si ces comptes reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

STRASBOURG, le 28 avril 2025

MAGAR AUDIT ET ASSOCIES
Le Commissaire aux Comptes,


Richard PATTA

EXERCICE 2024

du 1^{er} janvier 2024

au 31 décembre 2024

CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE ET DU GRAND EST

7, rue de la Brigade Alsace-Lorraine - B.P. 20006 - 67064 Strasbourg Cedex

Tél. : 03 88 15 42 42 (*Bas-Rhin*) / 07 49 10 67 55 (*Haut-Rhin*)

Site Internet : <http://www.cca.asso.fr>

Courriel : contact@cca.asso.fr

BILAN ACTIF AU 31 DECEMBRE 2024				
ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 490,90	4 490,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	24 173,47		24 173,47	24 173,47
Constructions	299 371,88	116 503,28	182 868,60	187 700,04
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours	54 099,94	53 547,98	551,96	3 296,75
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées			100,00	0,00
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
Total I	382 136,19	174 542,16	207 694,03	215 170,26
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres			80 421,37	74 120,17
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités			494,86	588,86
Charges constatées d'avance			2 182,29	1 968,24
Total II			83 098,52	76 677,27
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)			290 792,55	291 847,53



BILAN PASSIF AU 31 DECEMBRE 2023	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	196 000,00	196 000,00
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	65 717,64	65 717,64
Autres		
Report à nouveau	- 168 997,46	- 167 030,35
Excédent ou déficit de l'exercice	- 9 071,22	- 1 967,11
Situation nette (sous total)	83 648,96	92 720,18
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	9 878,87	13 241,49
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	93 527,83	105 961,67
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	0,00	0,00
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	33 500,00	33 500,00
Total III	33 500,00	33 500,00
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
Total III bis	0,00	0,00
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	118 634,61	84 093,26
Emprunts et dettes financières diverses	75,00	75,00
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés		
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	32 011,45	31 697,66
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	12 726,60	15 611,58
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	317,06	20 908,36
Total IV	163 764,72	152 385,86
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	290 792,55	291 847,53



COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	6 970,00	7 180,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	1 440,51	1 705,23
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	173 013,58	181 794,89
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	153 034,79	153 034,79
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	233,50	98,00
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	192,20	4 508,18
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	7 015,32	0,00
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits		
Total I	341 899,90	348 321,09
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	65 894,29	67 920,85
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	6 313,39	6 435,51
Salaires et traitements	208 405,29	226 117,83
Charges sociales	64 435,44	65 827,03
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 576,23	7 978,30
Dotations aux provisions	0,00	5 000,00
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	218,43	225,12
Total II	352 843,07	379 504,64
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 10 943,17	- 31 183,55

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2,88	0,85
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	2,88	0,85
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	4 378,47	4 169,78
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	4 378,47	4 169,78
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 4 375,59	- 4 168,93
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 15 318,76	- 35 352,48
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	2 924,92	30 125,22
Sur opérations en capital	3 362,62	3 364,62
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	0,00	0,00
Total V	6 287,54	33 489,84
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	40,00	104,47
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	40,00	104,47
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	6 247,54	33 385,37
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	348 190,32	381 811,78
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	357 261,54	383 778,89
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
13 583,23		
EXCEDENT OU DEFICIT	- 9 071,22	- 1 967,11
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	32 836,32	32 157,50
TOTAL	32 836,32	32 157,50
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole	32 836,32	32 157,50
TOTAL	32 836,32	32 157,50





ANNEXE AUX COMPTES

EXERCICE 2024

du 1^{er} janvier 2024

au 31 décembre 2024



CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE ET DU GRAND EST

7, rue de la Brigade Alsace-Lorraine - B.P. 20006 - 67064 Strasbourg Cedex

Tél. : 03 88 15 42 42 (Bas-Rhin) / 07 49 10 67 55 (Haut-Rhin)

Site Internet : <http://www.cca.asso.fr>

Courriel : contact@cca.asso.fr

I. INFORMATIONS GÉNÉRALES

1) IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION

La *Chambre de Consommation d'Alsace* (CCA) est née en décembre 1970 ; face à la complexité croissante des problèmes liés à la consommation, elle était destinée à promouvoir des moyens collectifs d'analyse, de contrôle et de défense et asseoir la légitimité des consommateurs aux côtés des chambres consulaires existantes (Chambre de commerce et d'industrie, Chambre d'agriculture, Chambre des métiers).

En 1974, la CCA publie les premiers numéros du magazine *Le Consommateur d'Alsace*.

En 2019, elle étend son champ d'action au territoire de la Grande Région et prend le nom de *Chambre de Consommation d'Alsace et du Grand Est* (CCA-GE).

En 2020, elle subit de plein fouet la crise sanitaire et adopte une politique d'économies drastiques : suppression de postes, de locaux, du journal *Le Consommateur d'Alsace*...

L'Association a pour objet :

1. d'être un outil à la disposition des consommateurs, de leurs mouvements et de toutes les collectivités, pour promouvoir et réaliser toutes actions destinées à informer, former et défendre les consommateurs et les usagers de l'activité économique, sociale, culturelle, environnementale et écoresponsable, de créer et de mettre à leur disposition les moyens susceptibles de développer leur action propre, tels que :
 - assistance juridique,
 - documentation,
 - formation technique,
 - études techniques et économiques,
 - sensibilisation aux problèmes de consommation et d'environnement ;
2. d'obtenir l'agrément des pouvoirs publics pour représenter et promouvoir les fonctions de consommation et d'usage au même titre que les organismes consulaires représentant les fonctions de production et de distribution ;
3. de fournir à ses adhérents les services correspondant aux missions de CTRC (Centre technique régional de la consommation) : appui juridique, formation, documentation.

2) FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

1. Au niveau de la CCA-GE

- Réalisation de **2 764 heures de bénévolat**, valorisées à 32 836,32 €, réparties sur 42 personnes.

Si 4 nouvelles associations de consommateurs, dont une issue de Champagne-Ardenne, ont adhéré à la Chambre de Consommation en 2024, deux membres historiques se sont retirés par dissolution volontaire. D'autres rencontrent des difficultés statutaires ou financières. Par ailleurs, plusieurs de nos bénévoles, âgés et détenteurs de mandats multiples, ont émis le souhait de se désengager par choix ou pour raisons de santé et la Chambre de Consommation peine à recruter de nouveaux bénévoles.

- **Sur le plan social**, les postes laissés vacants au 31 décembre 2023 le sont restés en 2024 : un poste de juriste et un poste de conseiller en rénovation énergétique.
Et les salaires n'ont pu être revalorisés malgré l'inflation depuis octobre 2023.



2. Au niveau des partenaires

- Difficultés prégnantes à mobiliser les Conseils départementaux du Grand Est ;
- Fermeture de l'Espace France Rénov' porté par la Chambre de Consommation à la demande de l'Eurométropole de Strasbourg qui finançait le poste depuis 2021 et création en lieu et place d'un service de prévention et traitement des litiges en matière de rénovation énergétique ;
- Poursuite du travail en réseau des CTCR / SRA : organisation de formations communes, création d'une plaquette sur le numérique dans le cadre d'un groupe de travail, etc.

3. Mise en vente des locaux de la Krutenau (5 rue des Balayeurs à Strasbourg) apportés par la Fédération des associations du Mouvement familial d'Alsace (MFA)

Un compromis de vente a été signé fin décembre 2024 au profit d'une SCI pour un montant de 255 000 €, frais d'intermédiaire compris.

4. Avenir de la Chambre de Consommation

- Forte mobilisation des associations membres (25 participants) à l'occasion d'un séminaire de réflexion organisée le 12 octobre 2024 à Schiltigheim sur l'avenir de la Chambre de Consommation ;
- Lancement d'un DLA (Dispositif local d'accompagnement) pour redéfinir / réorienter le projet associatif et dégager de nouvelles pistes de ressources ;
La convention d'accompagnement entre France Active Alsace, la Chambre de Consommation et le prestataire retenu, la société MJ2N basée à Soultzmatt, a été signée le 27 décembre 2024.

5. Autres

- Poursuite de la fermeture des locaux au public, réception uniquement sur RDV et difficultés à développer tant un accompagnement juridique payant que des formations payantes (manque de temps, de personnel, etc.) ;
- Incapacité à développer la revue numérique trimestrielle '*Consommer aujourd'hui*' en remplacement du bimestriel papier *Le Consommateur d'Alsace*, par manque de temps, de moyens et en raison de la crise de la presse ;
- Poursuite du remboursement du prêt garanti par l'État souscrit en 2020 (jusqu'en juillet 2026).

3) ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

1. **Avis favorable en date du 28 janvier 2025 pour l'obtention d'un co-financement de 50 000 € de la part du FSE (Fonds social européen) géré par la Région Grand Est pour le développement de la plateforme zigetzag.info**
2. **Versement très tardif et en deux fois du solde de la subvention 2024 de l'État**
35 000 le 14 février 2025 et 28 981,67 € le 6 mars 2025
3. **Réitération de la vente des locaux rue des Balayeurs devant notaire le 1^{er} avril 2025**
4. **Négociation en cours pour la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs sur la période 2026-2028 avec la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg**
5. **Renouvellement du conseil d'administration en 2025 pour 4/5^{ème} de ses membres : quelques associations membres ne sont plus très actives et il est à craindre que des mandats ne puissent être reconduits.**



4) CONTINUITÉ D'EXPLOITATION

Même si l'année 2025 débute sous des auspices favorables, l'équipe de la CCA-GE, tant élue que salariée, reste très vigilante sur les dépenses et à l'affût de toute nouvelle source de financement potentielle.

La situation économique de l'association demeure très fragile particulièrement en raison des annonces de réduction des dépenses publiques, faisant craindre d'une part une forte diminution, sinon une suppression de la subvention de l'État, d'autre part l'impossibilité de mobiliser les collectivités territoriales (notamment Région et départements) qui subissent elles-mêmes un désengagement de l'État.

Afin d'assurer la continuité d'exploitation, la direction compte sur les résultats du Dispositif Local d'Accompagnement pour redéfinir le projet associatif et imaginer de nouvelles missions au profit des ménages, des citoyens et citoyennes du territoire.

A la date d'arrêtés des comptes, la direction n'a pas connaissance d'autres incertitudes qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son activité.



II. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont les caractéristiques suivantes :

- Total bilan : 290 792,55 €
- Résultat : - 9 071,22 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 10/03/2025.

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2024 ont été établis conformément au plan comptable général et les règlements de l'autorité des normes comptables (ANC).

Le plan comptable général constitue la référence en matière d'informations financières et comptables.

Les particularités des associations et fondations sont prises en comptes par des adaptations du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

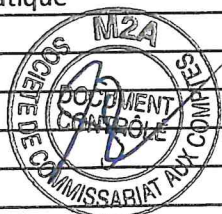
Les principales méthodes utilisées sont énoncées ci-après.

1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
205100 - Logiciels	4
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
211000 - Terrains	Non amortissable
213100 - Bâtiments	50 ans
213520 - Immeuble rue des Balayeurs	20 ans
218100 - Installations gales, agencements, aménagements divers	8 ans
218200 - Matériel de transport	6 ans
218300 - Matériel de bureau et matériel informatique	3 ans
218301 - Equipement de bureau	3 ans
218304 - Matériel secteur EIE	3ans
218400 - Mobilier	5 ans
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
27500 - Dépôts et cautionnements	Non amortissable



1) CRÉANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2) DISPONIBILITÉS

Les liquidités disponibles en banque et en caisse sont évaluées à leur valeur nominale.

3) SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables par l'association sont inscrites au passif du bilan dans la rubrique correspondante et reprises en résultat au même rythme que l'amortissement du bien financé.

4) CHANGEMENTS COMPTABLES

Au cours de l'exercice du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024 il n'y a eu aucun changement de méthode d'évaluation.

III. NOTES SUR LE BILAN

1) Tableau des immobilisations :	page 14
2) Tableau des amortissements :	page 15
3) Tableau des provisions :	page 16
4) Etat des créances et dettes :	page 17
5) Produits à recevoir :	page 18
6) Charges à payer :	page 19
7) Charges constatées d'avance :	page 20
8) Produits constatés d'avance :	page 21
9) Tableau de variation des Fonds Dédiés :	page 22
10) Tableau de variation des Fonds Propres :	page 23
11) Tableau de variation des Subventions d'Investissement :	page 24
12) Legs, donations et assurances-vie :	page 25
13) Tableau de variation des Fonds Reportés :	page 26



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virent p.à p.	Cessions	

CREANCES	Frais d'établissement et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres	4 490,90				4 490,90
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 490,90				4 490,90

CORPORELLES	Terrains	24 173,47				24 173,47
	Constructions sur sol propre	122 971,88				122 971,88
	sur sol d'autrui					
	instal. agencé aménagement	176 400,00				176 400,00
	Instal. technique, matériel outillage industriels					
	Instal., agencement, aménagement divers	6 348,72				6 348,72
	Matériel de transport	16 000,00				16 000,00
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	31 751,22				31 751,22
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	377 645,29				377 645,29

BIENS REÇUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS						
--	--	--	--	--	--	--

FINANCIÈRES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations	0,00	100,00			100,00
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières					
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	0,00	100,00			100,00

TOTAL	382 136,19	100,00	0,00	382 236,19
--------------	-------------------	---------------	-------------	-------------------



Amortissements

Etat exprimé en euros

Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
	Dotations	Diminutions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	4 490,90			4 490,90
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 490,90			4 490,90

CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement, aménagement	111 671,84	4 831,44		116 503,28
	Instal. technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	5 740,67	233,28		5 973,95
	Matériel de transport	13 585,15	2 414,85		16 000,00
	Matériel de bureau, mobilier	31 477,37	147,62		31 574,03
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	162 475,03	7 627,19		170 051,26

TOTAL	166 965,93	7 627,19		174 542,16
--------------	-------------------	-----------------	--	-------------------



Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	33 500,00			33 500,00
	Pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		33 500,00	0,00	0,00	33 500,00
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION				
	TOTAL GENERAL				
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			33 500,00		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5° du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/12/2024

1 an au plus

plus d'1 an

CRÉANCES				
		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CRÉANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	1,85	1,85	
	Autres impôts, taxes versements assimilés	201,00	201,00	
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	80 218,52	80 218,52	
	Charges constatées d'avance	2 182,29	2 182,29	
TOTAL DES CRÉANCES		82 603,66	82 603,66	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (pers. physiques)				

Etat exprimé en euros

31/12/2024

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES					
		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine	93 093,72	93 093,72		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	25 540,89	16 096,62	9 444,27	
	Emprunts et dettes financières divers	75,00	75,00		
	Fournisseurs et comptes rattachés				
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	31 996,13	31 996,13		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	15,32	15,32		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	12 726,60	12 726,60		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	317,06	317,06		
TOTAL DES DETTES		163 764,72	154 320,45	9 444,27	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		16 248,49			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

TOTAL DES PRODUITS À RECEVOIR		80 218,52
Autres créances		
SUBVENTIONS À RECEVOIR		63 981,67
PRODUITS À RECEVOIR		16 236,85



Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

TOTAL DES CHARGES À PAYER		34 721,60
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES</i>		
Dettes fiscales et sociales <i>PROVISION CONGES À PAYER</i> <i>PROVISION CHARGES SOCIALES / CONGES À PAYER</i> <i>PROVISION AUTRES TAXES À PAYER</i>		16 293,00 5 702,00
Autres dettes <i>PROVISION CHARGES À PAYER</i>		12 726,60



Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	01/01/2025 - 31/12/2025	5 024,02	2 138,16
Maintenance informatique et téléphonique		1 841,29	1 071,79
Assurance AXA : Multi. Pro / Pass Asso		1 134,51	450,63
Abonnements		630,55	134,19
Internet		24,08	18,34
Colloques, séminaires, conférences		17,99	8,99
Redevances concessions (Nom de domaine)		227,17	58,35
Locations diverses		1 148,43	395,87
Charges constatées d'avance - FINANCIÈRES	01/01/2025 - 31/12/2025	59,00	44,13
Frais de banque		59,00	44,13
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			2 182,29



Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION	01/01/2025 - 31/12/2025	317,06	317,06
Consommer Aujourd'hui :			
Abonnements Individuels		180,95	180,95
Abonnements Associations		66,11	66,11
Autres produits d'exploitation :			
Ecole les Vergers (Animations)		70,00	70,00
Produits constatés d'avance - FINANCIERS	01/01/2025 - 31/12/2025		
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS	01/01/2025 - 31/12/2025	0,00	0,00
TOTAL			317,06



Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
		Montant global	Dont rembour- sements		Montant global	Dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							



Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					196 000,00
Fonds propres avec droit de reprise	196 000,00				
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					65 717,64
Réserves pour projet de l'entité	65 717,64				
Autres réserves					
Report à nouveau	-167 030,35	-1 967,11			-168 997,46
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 967,11	1 967,11		9 071,22	-9 071,22
Situation nette	92 720,18	0,00		9 071,22	83 648,96
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	13 241,49		2,00	3 364,62	9 878,87
Provisions réglementées					
TOTAL	105 961,67	0,00	2,00	12 435,84	93 527,83



Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros

	Subventions à la clôture 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2024
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	2 265,00	2,00	2 267,00	0,00
Autres subventions d'investissement	10 976,49		1 097,62	9 878,87
Montant nominal	13 241,49	2,00	3 364,62	9 878,87
Quotes-parts virées au compte de résultat			3 362,62	



Legs, donations et assurances-vie

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

PRODUITS Montant perçu au titre d'assurances-vie Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définies à l'article 231-9 Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations Total des produits		
CHARGES Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés Report en fonds reportés liés aus legs ou donations Total des charges		
SOLDE		

NÉANT



Etat exprimé en euros

TOTAL		
-------	--	--

NÉANT



NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1) Compte de Résultat par Origine et Destination : pages 28 et 29

2) Tableaux des produits et charges exceptionnelles : page 30



Compte de Résultat par Origine et Destination

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION		12 mois	12 mois
PRODUITS PAR ORIGINE	1 - PRODUITS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
	1.1 Cotisations sans contrepartie		
	1.2 Dons, legs et mécénat	233,50	98,00
	- Dons manuels		
	- Legs, donations et assurances-vie		
	- Mécénat		
	1.3 Autres produits liés à la générosité du public		
	2 - PRODUITS NON LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	6 970,00	7 180,00
	2.1 Cotisations avec contrepartie		
	2.2 Parrainage des entreprises		
CHARGES PAR DESTINATION	2.3 Contributions financières sans contrepartie	187 759,83	216 990,81
	2.4 Autres produits non liés à la générosité du public		
	3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	153 034,79	153 034,79
	4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS	192,20	4 508,18
	5 - UTILISATIONS DES FONDS DÉDIÉS ANTERIEURS		
	Total des produits par origine	348 190,32	381 811,78
	1 - MISSION SOCIALES		
	1.1 Réalisées en France		
	- Actions réalisées par l'organisme		
	- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	279 154,12	298 380,37
	1.2 Réalisées à l'étranger		
	- Actions réalisées par l'organisme		
	- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger		
	2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		
	2.1 Frais d'appel à la générosité du public		
	2.2 Frais de recherche d'autres ressources		
	3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	66 152,72	68 250,44
	4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS	11 954,70	17 148,08
	5 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES		
	6 - REPORTS EN FONDS DÉDIÉS DE L'EXERCICE		
	7 - VALEURS NETTES COMPTABLES DES ÉLÉMENTS D'ACTIFS CÉDÉS		
	7.1 Autres produits liés à la générosité du public		
	7.1 Autres produits liés à la générosité du public		
	Total des charges par destination	357 261,54	383 778,89
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-9 071,22	-1 967,11

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		12 mois	12 mois
PRODUITS PAR ORIGINE	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
	Bénévolat	32 836,32	32 157,50
	Prestation en nature		
	Dons en nature		
	2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
CHARGES PAR DESTINATION	3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	Total des produits par origine	32 836,32	32 157,50
	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES		
CHARGES PAR DESTINATION	Réalisées en France		
	Réalisées à l'étranger		
	2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS		
	3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	32 836,32	32 157,50
	Total des charges par destination	32 836,32	32 157,50



Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des produits exceptionnels		6 287,54
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		2 924,92
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 362,62	3 362,62
Reprises sur provisions	0,00	0,00
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	
PRODUITS/EXERCICES ANTÉRIEURS	0,00	
Total des charges exceptionnelles		40,00
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		40,00
CHARGES/EXERCICES ANTÉRIEURS	40,00	
Charges exceptionnelles sur opération en capital		
Résultat exceptionnel		6 247,54



IV. AUTRES INFORMATIONS

1) ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNÉS ET REÇUS

- Avals, cautionnements et garanties donnés / reçus
La mise en location d'un emplacement de parking dans les locaux situés rue des Balayeurs a donné lieu à la perception d'un dépôt de garantie d'un montant de 75,00 € au courant de l'exercice 2021 ;
- Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées
Aucun engagement financier donné et reçu au courant de l'exercice 2024 ;
- Sûretés réelles consenties (hypothèques, gages, nantissements) pour garantir des dettes
Aucun engagement financier donné et reçu au courant de l'exercice 2024.

2) CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes
L'évaluation des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes pour l'exercice 2024 représente 2 764 heures valorisées à 32 836,32 € ;
- Des contributions en biens (ou dons en nature) : tout bien meuble remis en pleine propriété à l'entité
Aucune contribution en biens (ou dons en nature) pour l'exercice 2024 ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux, de matériel, fourniture gratuite de services
Aucune contribution en services pour l'exercice 2024.

3) EFFECTIF

L'effectif moyen employé pendant l'exercice 2024 s'établit à 6,90 ETP.



CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE & DU GRAND EST

**7 Rue de la Brigade Alsace-Lorraine
B.P. 6**

67064 STRASBOURG Cedex

Registre des Associations
Vol. XXXI N° 71 STRASBOURG

RAPPORT SPECIAL

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**Sur les Opérations Visées par l'Article L 612-5
Du Code du Commerce**

Exercice 2024

**RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Exercice 2024

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur des conventions réglementées visées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice et dont nous avons été avisés en application de l'article R. 612-7 dudit code.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Dans le cadre de ces dispositions, nous vous informons que :

Votre association a procédé en 2024, au remboursement de Frais de Déplacements de plusieurs administrateurs pour les sommes suivantes :

NOM	Debit
PAUL TEDESCHI	192
NOM	Credit
PAUL TEDESCHI	192

Votre association a bénéficié en 2024 d'un don de 192 euros fait par Monsieur Paul TEDESCHI.

Aucune autre convention entrant dans le champ d'application du texte susvisé ne nous a été signalée et les vérifications auxquelles nous avons procédé n'ont pas fait apparaître d'autres opérations traitées par votre association avec un de ses dirigeants.

STRASBOURG, 28 avril 2025

MAGAR AUDIT ET ASSOCIES
Le Commissaire aux Comptes,


Richard PATTA